

L'ÉCHEC SCOLAIRE :

Le contexte : Causes avouables

Les réformes : Causes inavouables

L'école de Jules Ferry a-t-elle vraiment existée ? OUI, mais de quelle école parlons-nous ? Du mythe ou de la réalité ?

Sous Jules Ferry, il y avait deux écoles : La communale pour le peuple et le lycée pour les riches. La France était essentiellement rurale. Les enfants du peuple aidaient leur famille dans leurs tâches quotidiennes (agriculture, élevage et artisanat). A cette époque, seulement 11% des filles et 15% des garçons arrivaient au certificat d'études en fin de primaire, soit environ 13% d'une classe d'âge !

- La communale (obligatoire et gratuite) instruisait certes, mais surtout elle inculquait, aux classes populaires, un sentiment patriotique (1914 : « Ils sont partis la fleur au fusil ») et des valeurs morales de soumission.
- Le lycée (école + collège + lycée) était payant et comptait 1% des élèves en 1900 et 4% en 1910. Il n'accueillait quasiment que les enfants des classes favorisées et quelques rares enfants brillants issus du peuple dont les parents consentaient d'énormes sacrifices.

Déjà à l'époque la « politique scolaire » avait des objectifs précis qui étaient dictés par des contraintes politiques, économiques et patriotiques.

LE CONTEXTE

MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT

Avant la massification le système éducatif était très sélectif : Beaucoup d'élèves quittaient l'école pour la vie active à 14 ans. Aujourd'hui tous les élèves font le collège unique puis une formation qualifiante (2 à 3 ans). Ils entrent dans la vie active au plus tôt à 18, 19 voire 20 ans (83% de la population scolarisée jusqu'à 18 ans).

La scolarité dure donc plus longtemps et les échecs qui étaient, par le passé, rapidement gommés par la sélection sont aujourd'hui plus criants. Voilà une première raison pour laquelle l'échec scolaire est beaucoup plus problématique, parce que visible, aujourd'hui qu'auparavant.

Dans un premier temps (années 50 – 70), la massification avait comme objectif, dans une France en pleine croissance, de donner au plus grand nombre un enseignement secondaire tout en restant sélectif (orientation possible vers des formations professionnelles). Puis, dans les années 70, dans une France en pleine récession, le collège unique (tronc commun jusqu'à 16 ans avant orientation), visait le même objectif tout en maintenant un peu plus longtemps les jeunes hors des chiffres du chômage qui augmentaient de façon alarmante. Aujourd'hui presque tous les enfants suivent un enseignement secondaire et il faut remarquer que l'analphabétisme recule pour atteindre un seuil proche de 1% et que, l'illettrisme avoisine les 20% (enquête menée tous les ans depuis 1990 en étroite collaboration avec la Direction centrale du service national – population masculine de 350 000 français âgés de 18 à 23 ans – Les écarts de lecture entre filles et garçons de cet âge laisse supposer que la prise en compte de la population féminine ne modifierait pas de façon déterminante les résultats de l'enquête qui n'ont varié que dans des proportions insignifiantes depuis 1990).

CELLULE ET MEDIATION FAMILIALES

Les problèmes que rencontrent certains enfants pour la lecture ont parfois leur origine dans la relation qu'ils ont avec leur cellule familiale vers 2 à 3 ans. Depuis les années 70 la famille a beaucoup changé : divorce, familles reconstituées ou monoparentales, manque de disponibilité de la mère qui travaille (ce qui est un progrès par ailleurs), absence ou éloignement des grands-parents, etc. ; Tous ces éléments dégradent la médiation familiale (écoute et réponse attentives) dont le petit enfant a absolument besoin pour poser les bases de son apprentissage linguistique qui lui servira plus tard pour la lecture- écriture. « *Le délabrement de la médiation familiale, que ne peuvent ou ne savent compenser les institutions éducatives et culturelles* », a souvent comme conséquence l'illettrisme (cf. « De l'illettrisme en général et de l'école en particulier » A. BENTOLILA). Ce manque de présence ou d'écoute au foyer est souvent remplacé, à perte, par la télévision, ce qui est très pratique mais malheureusement rarement éducatif.

LA TELEVISION OMNIPRESENTE

Par an, en moyenne, un enfant passe plus de temps par jour devant un poste de télévision que devant un professeur. Les enfants sont des téléspectateurs avant d'être des élèves. L'École et la télévision (regardée de façon débridée) travaillent en opposition : L'une demande de l'effort, de l'éveil, de la concentration, du travail et de la persévérance alors que devant l'autre, l'attention est minimale et discontinue, on peut être attentiste, assoupi ou très faiblement concentré....

Les chaînes de télévision sont, pour la plupart d'entre elles, les propriétés de grandes multinationales intéressées par ce « nouveau pouvoir » qu'est le petit écran (information – désinformation – influence sur les modes de vie, sur les consommateurs, sur les enfants...). La concurrence est très forte et tous les coups bas sont permis. « L'éthique » de ces grands groupes privés peut se résumer à « faire le plus d'audimat et d'argent possible (publicités) ». L'éducation n'est pas le premier de leur souci (exception : La Cinq - *mais pour combien de temps encore ?*). Les enfants et les adolescents sont des cibles faciles et les chaînes n'ont pas beaucoup de mal à les « capturer » pour les « vendre » aux annonceurs publicitaires. Les conséquences néfastes sont, en cas d'abus : maux de tête, troubles du sommeil, anxiété, fatigue, manque de concentration, grande passivité, banalisation du manque de respect et de la violence, enfermement dans un monde virtuel sans échange puisque la télévision n'a aucun effet médiationnel etc. De plus, des enquêtes réalisées depuis quarante ans établissent un lien entre exposition répétées à la violence télévisuelle et comportements agressifs.

LA CRISE ET LE CHÔMAGE

Pendant les « trente glorieuses » le monde du travail absorbait tous les jeunes qui sortaient du système scolaire. Depuis les années 70 il y a la récession et le chômage. L'école se voit alors accusée de ne pas assez préparer les jeunes au monde du travail. En période de crise l'école devient un bouc émissaire et une grande garderie qui doit maintenir dans le calme une jeunesse de plus en plus en ébullition (matraquage audiovisuel, crises : foyer, travail avenir...d'où une grande perte de repères pour ces jeunes).

LES GHETTOS

Dans les années 50 et 60 (époque de plein emploi) la crise du logement faisait rage. Les immeubles en béton construits sur la périphérie des grandes villes étaient très rapidement habités par des familles d'origines sociales différentes. Puis les familles les plus aisées sont parties habiter les zones pavillonnaires ou les beaux quartiers. Petit à petit les cités des villes comme Nanterre, Bagneux, St Denis, etc. (pour la région parisienne) se sont transformées en « ghettos sociaux ». Les écoles de ces « endroits abandonnés » (de plus en plus nombreux) ont des taux d'échecs bien au dessus de la moyenne nationale. Peut-être faut-il *davantage* saluer le travail fourni dans une Z.E.P. pour obtenir un pourcentage de 40 % de réussite que celui fourni dans un lycée privé pour obtenir plus de 95 % de diplômés (élèves triés).

LES REFORMES AU SEIN DES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE

APPRENTISSAGE DE LA LECTURE PAR LA METHODE GLOBALE

Cet apprentissage s'est avéré être un échec aux Etats-Unis (méthode look and say) et pourtant il fut imposé en France. Derrière le problème de la lecture il y a le problème de tous les enseignements qui se pose parce qu'un enfant qui ne comprend pas un texte ne pourra pas réussir dans les autres matières.

Avant il y avaient les méthodes syllabiques puis sont venues les méthodes globales et maintenant s'est imposée la méthode « mixte »

Extrait de « De l'illettrisme en général et de l'école en particulier » d'Alain BENTOLILA : *Fut ainsi créé de la méthode dite mixte où l'on envoya barboter avec un égal bonheur la plupart des méthodes proposées. C'est sur cette base que s'est développé un discours politiquement correct, mais quelque peu démagogique, qui consiste à dire : « Parents, enseignants, plus de soucis ! le danger du global est écarté ; Toutes les méthodes aujourd'hui sont mixtes donc sans risques ; Aucune n'empêchera vos enfants d'apprendre à lire. » On appréciera à sa juste valeur un discours qui évalue la qualité d'une méthode à ce qu'elle ne constitue pas un obstacle à l'apprentissage, à ce qu'elle ne risque pas d'engendrer ces « maladies de lecture » que l'on nomme dyslexie, hyperlexie..., et finalement à ce qu'elle s'affiche « non toxique » ...*

EVALUATION TRES PRECOCE DES ENFANTS

L'évaluation dès l'école maternelle comporte un risque majeur : Celui de prendre les résultats comme des prédictions. Les enfants s'enferment eux-mêmes derrière les « grilles » d'un jugement négatif précoce. Ils perdent une confiance en eux qui sera très difficile de leur redonner par la suite.

Pourtant c'est un âge où de grandes transformations s'opèrent et ce n'est pas toujours le « lièvre » (brillant) qui gagne la course aux savoirs ; parfois une « tortue » (lourde et lente) peut surprendre à force de régularité et d'efforts, Principe de précaution oblige !!

PAS DE TRAVAIL A LA MAISON

« Il est interdit de donner du travail à la maison. » Beaucoup d'instituteurs continuent d'en donner et c'est un bon entraînement à l'effort qui sera demandé à l'élève plus tard au collège. En effet, il se trouvera confronté à une équipe de professeurs qui, non seulement, lui donneront du travail mais en plus lui demanderont de le gérer dans le temps (emploi du temps + cahier de textes : Exemple : leçon à apprendre et exercices d'application pour le lendemain et/ou devoir à rendre dans une semaine et/ou contrôle dans 15 jours). Plus cette réforme sera appliquée par les enseignants de l'école élémentaire et plus les élèves auront du mal à se mettre au travail au collège : Ils auront pris l'habitude de ne pas fournir d'efforts personnels... vous imaginez la suite !

LES REFORMES AU SEIN DU COLLEGE

COLLEGE UNIQUE (1975)

Le collège unique, bien que ressemblant à une « réforme de gauche » a été mis en place par la « droite » (GISCARD – HABY) à une époque où les chiffres du chômage augmentaient fortement. « L'Egalité », si jamais elle existe, trouve, peut-être, une application devant la justice ou dans l'égalité de chance donnée à chaque élève qui entre à l'école. Bizarrement quand on part du « principe d'égalité absolue » (Tous les enfants sont égaux) et que nous leur donnons un enseignement secondaire unique (« plat unique » égalitariste) cela reproduit parfaitement les inégalités d'origine sociales. Etait-ce l'objectif ou voulions-nous donner plus à ceux qui ont moins ?

Beaucoup d'élèves en grande difficulté au sortir du primaire (ne relevant pas de la SEGPA : Section d'Enseignement Général Professionnel Adapté) se doivent de « traverser » ce long couloir (4 à 5 ans d'attente) sans classes qui reprennent, pour eux, les enseignements fondamentaux qu'ils n'ont pas bien intégrés. Ils se retrouvent dans des classes très hétérogènes, « patientent » dans une structure qui ne leur convient pas et s'enfoncent dans l'illettrisme pour 94% d'entre eux (cf. « De l'illettrisme en général... » BENTOLILA).

PAS DE CLASSES DE NIVEAUX donc CLASSES TRES HETEROGENES

« Pédagogisme » ambiant oblige « Il est interdit de regrouper les élèves par niveau ». Pour les « pédagogues » l'hétérogénéité a beaucoup de vertus mais pour les enseignants, trop d'hétérogénéité est un vrai casse-tête. Petit à petit les exigences baissent, les programmes se réduisent et le nivellement se fait par le bas. Les parents conscients de ce problème contournent la carte scolaire pour envoyer leurs enfants dans des établissements géographiquement protégés ou les dirigent vers le privé. Petit à petit dans ces collèges « mal situés » apparaissent, malgré l'interdiction, des classes de niveau... très faible.

BREVET DES COLLEGES

Le Brevet des collèges tient compte du contrôle continu en 4^{ème} et en 3^{ème} (50 % de la note de l'examen), ce qui paraît plus juste à priori mais qui crée des disparités entre les diplômes obtenus. En effet, tous les collèges n'ont pas la même population, deux classes (de 4^{ème} par exemple) dans deux collèges différents ou même au sein d'un même collège n'ont pas les mêmes résultats et les exigences des professeurs varient d'un établissement à l'autre et d'une classe à l'autre ! Le baccalauréat risque de suivre la même réforme dans quelques années et sa valeur sera - *encore plus* - relative à son lieu d'obtention qu'auparavant.

RECU DE LA SELECTION

La massification de l'enseignement et la fermeture progressive des « sorties professionnelles » en cours de collège ont amené un recul de la sélection. Le brevet des collèges n'était pas un diplôme obligatoire pour aller au lycée. Avec les dernières réformes (LANG, avril 2001), l'examen du B.E.F. (Brevet d'Etudes Fondamentales) devient un élément déterminant lors de la décision du conseil de classe mais ne conditionne pas la poursuite des études. D'une façon ou d'une autre, s'il faut atteindre les 80% de « réussite » au bac le brevet ne doit pas être, un obstacle à la poursuite des études (voir dictée et consignes de correction du brevet 2000 – annexe 2).

REFORME AU SEIN DU SYSTEME : LES I.U.F.M.

Les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres ont été créés en 1989 (loi) et implantés en 1991 dans chaque académie. Ils ont été conçus pour transmettre aux futurs professeurs les « idéologies des sciences de l'éducation » du pédagogisme ambiant. « A l'origine il s'agissait de corriger ce qui passait pour un défaut de la formation traditionnelle : le déficit de professionnalisation ». Malheureusement ils n'ont pas suivi une démarche équilibrée liée *au savoir et à son assimilation*. Ils sont allés beaucoup trop loin dans le sens de la pédagogie : assimilation, présentation, évaluation... du savoir... mais paradoxalement le savoir proprement dit était exclu.

Les étudiants apprennent qu'il faut « ouvrir sur le monde », que l'enfant a une grande responsabilité dans l'acte d'apprendre et qu'il construit son savoir (ce qui, par ailleurs, déresponsabilise l'enseignant). Bref certains jeunes enseignants passent moins de temps sur les savoirs et plus sur la pédagogie (jeux pédagogiques, jeux d'éveil, évaluation, sorties, heure de vie de classe, socialisation, etc.). Voir annexe 3 : « enseignement de l'ignorance » J.C.

Michéa

Extrait de « l'école désœuvrée » : « ...*situation à l'américaine, où la « pédagogie » occupe les loisirs des enfants de pauvres, tandis que les riches confient les leurs à des établissements où l'on privilégie la transmission des savoirs et où l'on prépare aux professions.* »

CONCLUSION - INTERROGATION

La France s'est tout simplement retirée d'une enquête de l'OCDE qui affirmait dans ses conclusions que 40,1 % des français étaient illettrés ! Les critères complexes de l'étude de l'OCDE ne sont pas comparables à ceux (compréhension d'un texte court et simple) de l'Observatoire *national* de la lecture qui n'en compte « que » 20 %. Les résultats de l'étude de l'OCDE sont bien au dessus de la réalité : enquête faite dans le cadre d'une recherche internationale qui a émis des réserves quant à l'interprétation des résultats – problèmes de traduction des textes destinés aux anglo-saxons. Par contre les chiffres de l'Observatoire National de la Lecture sont peut-être en dessous de la réalité : Il suffirait de rajouter un seul critère (..texte *long* et simple par exemple) pour dépasser les 20 %. Ce pourcentage est, de toute façon, beaucoup trop élevé pour un pays comme la France (83% de la population scolarisée jusqu'à 18 ans). Pourquoi cet échec cuisant sur des exercices de lecture ?

Globalement il y a deux hypothèses possibles :

☒ La première : Les réformes mises en place depuis une bonne trentaine d'années ont, toutes, échoué !

Cette réponse paraît être la plus évidente pour le grand public. Les médias ainsi que les derniers ministres de l'Education Nationale sont, entre autres, responsables de cette évidence. Extrait de « L'enseignement de l'ignorance » de Jean-Claude MICHEA : « Le grand public est cependant tenté de voir dans ce déclin un simple échec des réformes mises en œuvre. L'idée lui vient encore assez peu que la production de ces effets est devenue la fonction première des réformes et que celles-ci sont en passe d'atteindre leur objectif véritable ... ». Voir annexe 3

☒ La deuxième : Y-aurait-t-il une volonté politique, dictée par de puissants lobbies commerciaux et internationaux, de disqualifier l'école publique gratuite ?

Après la lecture des livres aux titres révélateurs dont les références suivent, la deuxième hypothèse semble être la bonne malgré l'inimaginable cynisme dont feraient preuve les responsables politiques qui mettent à exécution ce plan démagogique.

Que veulent obtenir ces puissants lobbies qui imposent leurs diktats aux démocraties via des organismes comme l'O.M.C. qui concentre abusivement des fonctions exécutives, réglementaires et judiciaires ou l'O.C.D.E. qui cumule les statuts d'institution publique et de groupe de pression ? Ils veulent, à très court terme, l'ouverture à la sphère privée de tous les services publics : santé, éducation, énergies, transports, services postaux...(voir AGCS annexe 1). L'Etat ne peut décemment pas « vendre » l'école, par contre il peut lui enlever toute possibilité d'être efficace par le biais de réformes qui l'enlisent et ainsi satisfaire les demandes de ces puissants lobbies de deux façons différentes :

- En « invitant » les parents *qui le peuvent* (capacités, temps, argent), à pallier les problèmes rencontrés par leurs enfants (achat de logiciels éducatifs, aide familiale ou cours particuliers, fuite vers écoles privées ou publiques « géographiquement encore privilégiées », etc.) et quand ils ne le peuvent pas.....tant pis !
- En équipant abondamment tous les établissements (sauf les crèches !) en ordinateurs et en les connectant sur internet. C'est un énorme marché qui est très convoité par les entreprises. L'ordinateur n'est pas un mal, ce n'est qu'un outil mais penser que cet outil puisse être la solution aux problèmes que rencontrent l'école aujourd'hui est un leurre !

Cette « casse » de l'école publique, qui se déroule sous des gouvernements de droite comme de gauche, permettra une montée en puissance de l'enseignement privé et payant qui, d'une part, ne sera pas accessible à tous et, d'autre part, fera la sélection et la remédiation nécessaires que l'école de la république, par souci égalitariste mais aussi par souci d'économie, n'a pas voulu faire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

L'ENSEIGNEMENT DE L'IGNORANCE et ses conditions modernes

Jean-Claude MICHEA Ed. Climats

LA DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE et ses penseurs

Liliane LURCAT Ed. François-xavier de Guibert

POURQUOI ONT-ILS TUE JULES FERRY ?

Philippe NEMO Ed. Grasset

L'ENSEIGNEMENT MIS A MORT

Adrien BARROT Ed. Libro

DE L'ILLETTRISME EN GENERAL ET DE L'ECOLE EN PARTICULIER

Alain BENTOLILA Ed. Plon

TABLEAU NOIR

HIRRT / SELYS Ed. EPO

L'ECOLE DESOEUVREE

JAFFRO / RAUZY Ed. Flammarion

LA BARBARIE DOUCE : La modernisation aveugle des entreprises et de l'école

Jean-Pierre LE GOFF Ed. La Découverte

LA GESTION DES STOCKS LYCEENS

Gilbert MOLINIER Ed. l'Harmattan

LES MEFAITS DE LA TELEVISION SUR NOS ENFANTS

Luc BERROU Ed. Avenir de la culture

TELEVISION : LE CERVEAU EMPRISONNE

Revue scientifique « SCIENCES ET AVENIR » février 1998

ANNEXE 1

L'A.G.C.S. : Accord Général sur le Commerce des Services

La France est engagée dans des négociations internationales au sein de l'O.M.C.

(Organisation Mondiale du Commerce) dans le cadre du traité de l'A.G.C.S. signé en 1994.

La Commission de l'union européenne fait, avec l'accord du gouvernement français, de nouvelles propositions de privatisation et de dérégulation à l'O.M.C. Tous les secteurs font

partie des négociations de l'A.G.C.S. : santé, éducation, culture, énergie, eau, transport, traitement des déchets, services postaux, etc. Actuellement le gouvernement prépare les

privatisations partielles (c'est une première étape) d'EDF-GDF et de la Poste. La presse parle de la privatisation partielle de la SNCF et de la privatisation totale de France 2.

Par cet accord, l'A.G.C.S., le gouvernement sera tenu de répartir les budgets (redéfinis comme des « subventions ») alloués à un service public entre tous les « fournisseurs » privés du même service : Voilà pourquoi l'Etat se désengage et se désengagera de plus en plus de ses missions.

L'A.G.C.S. ouvre la voie à un ultra-libéralisme sans éthique qui n'a qu'un seul objectif à court terme : Faire 20 % de marge tous les ans ! Les premiers effets négatifs de ce système aveugle apparaissent dans des pays « en avance » sur cette voie : La Grande-Bretagne (pays d'origine de la maladie de la vache folle et vente, en connaissance de cause, des farines animales au reste de l'Europe – fièvre aphteuse - accidents ferroviaires – etc.) et les Etats unis (coupures de courant fréquentes en Californie pour ne pas avoir investi dans de nouvelles installations – santé pour riches et santé pour pauvres – la détention d'armes est courante et la violence extrême – etc.)

ANNEXE 2

DICTEE du BREVET 2000

LE PETIT GAVROCHE : Pourtant il avait un père et une mère. Mais son père ne pensait pas à lui et sa mère ne l'aimait point. C'était un de ces enfants dignes de pitié entre tous qui ont père et mère et qui sont orphelins. Il n'avait pas de gîte, pas de pain, pas de feu, pas d'amour ; mais il était joyeux parce qu'il était libre. Victor HUGO

CONSIGNES AUX CORRECTEURS

On attribuera ½ point pour la graphie correcte des mots suivants : Mais, à, aimait, ces, la marque du pluriel dans enfants dignes, pitié, tous, sont, orphelins, gîte, était, parce qu'. On enlèvera un maximum de 2 points pour d'autres fautes commises, à raison d'1/2 point par faute.

EXTRAIT de la revue du SNCL (Syndicat National des Collèges et Lycées) :

« A QUI PROFITE LE CRIME ? : La brièveté de la dictée donnée dans les académies de Créteil, de Paris et de Versailles ainsi que le barème de correction fourni ont scandalisé de nombreux collègues qui ont manifesté leur indignation auprès du syndicat.

... le texte de cette dictée de 63 mots (283 mots dans celle du Brevet de 1970 et 121 mots dans celle de la dictée du Certificat d'Etudes Primaire de 1962 en Charente), sans grande difficulté et qui ne compte d'ailleurs plus que pour 6 points sur 40 ...

ANNEXE 3

Extrait de « L'enseignement de l'ignorance » de J.C. MICHEA :

C'est ainsi, par exemple, qu'en septembre 1995, « cinq cents hommes politiques, leaders économiques et scientifiques de premier plan », constituant à leurs propres yeux l'élite du monde, durent se réunir à ... San Francisco pour confronter leurs vues sur le destin de la nouvelle civilisation ... l'assemblée commença par reconnaître – comme une évidence qui ne mérite pas d'être discutée – que « dans le siècle à venir, deux-dixièmes de la population active suffiraient à maintenir l'activité de l'économie mondiale ». Sur des bases aussi franches, le principal problème politique que le système capitaliste allait devoir affronter au cours des prochaines décennies put donc être formulé dans toute sa rigueur : Comment serait-il possible, pour l'élite mondiale, de maintenir la gouvernabilité des quatre-vingts pour cent d'humanité surnuméraire, dont l'inutilité a été programmée par la logique libérale ?

La solution qui, au terme du débat, s'imposa comme la plus raisonnable, fut celle proposée par Zbigniew Brzezinski sous le nom de tittytainment (de entertainment : divertissement, et tits : seins en argot américain). Par ce mot-valise il s'agissait tout simplement de définir un « cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète ». Cette analyse, cynique et méprisante, a évidemment l'avantage de définir, avec toute la clarté souhaitable, le cahier des charges que les élites mondiales assignent à l'école du XXI^{ème} siècle.

En se fondant sur cette analyse , J.C. Michéa se prête au jeu de reconfigurer l'appareil éducatif selon les seuls intérêts politiques et financiers du capital :

- *Pour les élites, un tel système devra conserver un pôle d'excellence - aux conditions d'accès forcément très sélectives – qui transmettra un maximum de savoirs et un minimum de culture et d'esprit critique sans lequel l'acquisition et la maîtrise effective de ces savoirs n'a aucun sens ni, surtout , aucune utilité véritable. Ce pôle serait calqué probablement, quant à l'essentiel, sur le modèle de l'école classique.*
- *Pour les compétences techniques moyennes, des auto-formations (démarche individuelle prise sur le temps libre) sont prévues pour acquérir ces savoirs « jetables » - aussi jetables que les humains qui en sont le support provisoire - dans la mesure où, s'appuyant sur ... un contexte technologique précis, ils cessent d'être opérationnels sitôt que ce contexte est lui-même dépassé.*
- *Pour les plus nombreux (80 %), ceux qui sont destinés par le système à demeurer inemployés ou à être employés de façon précaire et flexible, il y aura le tittytainment. On peut lire dans les textes produits par l'OCDE qu' « ils ne constitueront jamais un marché rentable » et que leur « exclusion de la société s'accroîtra à mesure que d'autres vont continuer à progresser ». C'est évidemment pour cette école du grand nombre que l'ignorance devra être enseignée de toutes les façons convenables. Or c'est là une activité qui ne va pas de soi, et pour laquelle les enseignants traditionnels ont jusqu'ici ... été assez mal formés. L'enseignement de l'ignorance impliquera donc nécessairement qu'on rééduque ces derniers, c'est à dire qu'on les oblige à travailler autrement , sous le despotisme éclairé d'une armée puissante et bien organisée d'experts en « sciences de l'éducation ». La tâche fondamentale de ces experts sera, bien entendu, de définir et d'imposer (par tous les moyens dont dispose une institution hiérarchisée pour s'assurer la soumission de ceux qui en dépendent) les conditions pédagogiques et matérielles de ce que G. Debord (« commentaires sur la société du spectacle » Ed. Lebovici) appelait la « dissolution de la logique » : autrement dit « la perte de la possibilité de reconnaître instantanément ce qui est important et ce qui est mineur ou hors de question ; ce qui est incompatible ou, inversement, pourrait bien être complémentaire ; tout ce qu'implique telle conséquence et ce que, du même coup elle interdit. Un élève ainsi dressé, ajoute Debord, se trouvera placé « d'entrée de jeu, au service de l'ordre établi ...*